

*L'ajournement*LA PAUVRETÉ—LA POSITION DU GOUVERNEMENT—LES
GENS VIVANT SOUS LE SEUIL DE LA PAUVRETÉ—LA
POSITION DE LA MINISTRE

Mme Shirley Maheu (Saint-Laurent—Cartierville): Madame la Présidente, voilà déjà quatre mois que je me suis adressée à la Chambre et ai demandé au premier ministre de prendre ses responsabilités pour le fait que la province de Québec est la deuxième plus pauvre de la Confédération. Le 15 juin de cette année, le Conseil canadien de développement social annonçait qu'un quart des familles québécoises vivaient sous le seuil de la pauvreté. Madame la Présidente, ceci représente 615 000 familles, soit deux fois et demie la population de Laval.

Depuis son investiture, ce gouvernement a voulu se présenter comme un gestionnaire responsable. Il a tenté de convaincre les Canadiens qu'il était le meilleur administrateur de l'économie canadienne.

Si on se réfère aux données présentées par le Conseil, au printemps dernier, nous réalisons que les politiques économiques de ce gouvernement ne répondent pas aux besoins du Québec et du Canada.

Le parti conservateur, depuis son accession au pouvoir, a continuellement ajouté au fardeau porté par les Canadiens à faible revenu. Nous avons vu ce gouvernement se retirer de l'assurance-chômage, laissant ce programme social fondamental aux mains du monde des affaires et du travail. Il a introduit une taxe de 9 p. 100 sur les biens et services, ce qui aura un effet dévastateur sur les familles vivant sous le seuil de la pauvreté et sur celles vivant dans les régions éloignées de ce pays.

Les politiques de ce gouvernement élargissent l'écart entre riches et pauvres au Canada. Alors que les possibilités pour les bien nantis d'y gagner sont présentes, les possibilités pour les moins bien nantis du Canada se raréfient.

Je suis certaine que le ministre va répondre en disant que ce gouvernement a créé plus de 300 000 emplois au Québec depuis son accession au pouvoir, en septembre 1984. Mais, madame la Présidente, ceci est une question non seulement de quantité mais de qualité d'emplois. Ce gouvernement doit réaliser que le genre d'emploi qu'a un individu est de la plus grande importance. L'existence perpétuelle de travailleurs pauvres au Canada est honteuse et doit cesser.

Madame la Présidente, le fait demeure que 29 p. 100 des familles vivant sous le seuil de la pauvreté ont au moins un membre travaillant une année entière. Comment ce gouvernement peut-il être si confiant de son agenda économique quand les rangs des travailleurs pauvres ne cessent de s'accroître? Pouvez-vous imaginer l'escalade que prend ces données lorsque l'on examine le nombre de familles dépendant d'emplois saisonniers seu-

lement? Est-ce que ce gouvernement réalise les effets qu'auront leurs politiques d'assurance-chômage et de taxation sur les régions démunies de ce pays?

Madame la Présidente, les Canadiens sont fatigués d'entendre le premier ministre et le ministre des Finances s'enthousiasmer au sujet du nombre d'emplois créés et combien ils ont enrichi ce pays, alors qu'un tiers des familles pauvres ont un membre travaillant à plein temps. Les gens sont fatigués de la déception et des difficultés qu'ils doivent vivre sous ce gouvernement.

Le fait est que ce gouvernement n'investit pas dans l'avenir de ce pays. Il coupe sur les montants d'argent prévus en transfert aux provinces pour, entre autres, l'éducation postsecondaire. Au lieu de fournir à la jeunesse canadienne les habiletés nécessaires pour être compétitive dans un marché global, ce gouvernement a décidé d'investir les fonds de l'assurance-chômage dans des programmes ambigus de formation. En essence, madame la Présidente, ce gouvernement préférerait investir dans l'entretien du statut de faible revenu pour plusieurs citoyens que de leur fournir l'éducation nécessaire afin de les rendre indépendants et prospères.

• (1805)

En tant que citoyens concernés, nous devons exiger que ce gouvernement soit juste et équitable. Ce gouvernement a été tout, sauf cela. En premier lieu, les conservateurs ont signé l'Accord du libre-échange avec les États-Unis. Il promet de fournir les meilleurs programmes possible afin d'aider les employés déplacés à éviter le piège de la pauvreté. Malheureusement, lorsque les effets de l'Accord sont devenus évidents à travers le pays, les conservateurs décidèrent qu'il n'y avait plus de besoin réel pour des programmes substantiels.

Le gouvernement décida ensuite de se retirer du plan d'assurance-chômage. Il est évident que le premier ministre a pensé qu'il était sage pour le gouvernement fédéral de se retirer d'un important programme social avant que ses chers amis du Sud le définissent comme subvention. Cette politique va retirer la nourriture de la bouche des gens et investir dans des programmes de formation qui vont simplement placer les gens dans des emplois stagnants et mécaniques, sans les sortir du cycle de la pauvreté.

Pour ajouter au tout, madame la Présidente, nous avons la nouvelle taxe sur les biens et services. Le ministre des Finances a dit que ce serait un revenu neutre. Il a depuis changé d'idée, et il a décidé que ce serait un outil pour réduire le déficit. Grâce à cette nouvelle source de revenu, le gouvernement va saigner la population canadienne d'un autre 5 milliards de dollars. Certains députés du côté du gouvernement se sont eux-mêmes prononcés